

Michel Husson

économiste à l'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales)

Coût du travail et emploi : une histoires de chiffres

« Les baisses de charges constituent la clé de voûte de notre stratégie. Ce n'est pas de l'idéologie, mais tout simplement "ça marche", ça crée des emplois. Et c'est pour ça qu'il faut le faire. On n'a pas trouvé ça dans un petit livre rouge, dans un petit livre bleu. On a trouvé ça dans les résultats de l'Insee¹. »

La suppression de l'ensemble [des allègements de cotisations sociales] détruirait en quelques années environ 800 000 emplois².

Entre 750 000 et 1,5 million d'emplois peuvent être créés [par une baisse de charges sociales de 30 milliards d'euros]³.

Ces chiffres - auxquels on pourrait adjoindre ceux qui concernent les effets d'une hausse (ou d'une baisse) du Smic - font aujourd'hui partie du débat public, ils sont validés par des institutions officielles, de l'Insee au Centre d'orientation pour l'emploi. Leur légitimité repose sur leur processus de production : ils sont obtenus à partir d'études scientifiques qui mobilisent les techniques économétriques les plus sophistiquées permettant de les extraire de la « gangue » des données statistiques.

Pour décrypter ces chiffres et ces discours, un long « détour de production » est nécessaire. En effet, le débat sur les relations entre coût du travail et emploi à plus de vingt ans puisque les premières mesures d'allègements de « charges » datent de 1993 et qu'elles avaient été précédées d'études destinées à en démontrer les vertus.

La communication aurait donc comme premier objectif de retracer la généalogie de ces chiffres, afin de pointer les épisodes les plus marquants d'un débat récurrent en montrant les problèmes de méthode ou de théorie sur lequel il vient buter périodiquement.

On cherchera à montrer comment les difficultés rencontrées ont été contournés par des changements de modèles, de méthodes et de bases de données. Il faudra ainsi examiner les rapports incertains qui se nouent, tout au long de la chaîne de production, entre les modèles théoriques, les stratégies d'estimation économétrique et la traduction des résultats en recommandations de politiques.

La constitution de cette « chaîne de production » intégrée conduit à ce dilemme : d'un côté, une critique « interne » et se plaçant donc au même niveau de « technicité » est nécessaire pour remettre en cause la fausse évidence de lois économiques intangibles et qui prétendent être scientifiquement étayées et donc objectives ; mais, d'un autre côté, il faut sortir de ce « débat d'experts » pour que cette remise en cause pèse dans le débat public. Il y a là sans doute une aporie essentielle de l'hétérodoxie économique.

¹ Jean-Pierre Raffarin, [déclaration de politique générale](#), 2002.

² Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, « [Augmenter le Smic détruirait des emplois sans diminuer la pauvreté](#) », *Le Monde*, 13 juin 2012.

³ Yannick L'Horty, « [Entre 750 000 et 1,5 million d'emplois peuvent être créés](#) », *Le Parisien*, 21 janvier 2014.

C'est pourquoi on s'essaiera à présenter de manière pédagogique les failles méthodologiques dont l'une au moins concerne chacune des études sous revue. L'inventaire pourrait alors être le suivant :

- la dynamique de l'emploi est étudiée dans un cadre théorique d'équilibre statique ;
- la question du « financement » des mesures analysées n'est pas posée et le bouclage macroéconomique est absent ;
- la boucle salaire/productivité fonctionne à l'envers : alors que le salaire progresse en fonction des gains de productivité, on postule que c'est le coût du travail qui détermine le contenu en emploi ;
- la substitution capital/travail est supposée parfaitement symétrique et réversible, de telle sorte qu'une hausse ou une baisse du coût du travail auraient le même impact (moyennant un simple changement de signe) et qu'un changement du coût relatif des facteurs aurait un effet rétroactif sur l'ensemble des capacités de production déjà installées ;
- les études de panel étendent abusivement à l'ensemble de l'économie des élasticités identifiées au niveau microéconomique.

Ce passage en revue sera agrémenté de notations sociologiques portant sur l'influence diachronique et synchronique de l'appartenance institutionnelle sur les différentes études. On montrera notamment que l'appartenance à telle ou telle institution - ou le changement d'institution - peuvent modifier les intentions méthodologiques et même les résultats obtenus.

On se risquera enfin à deux conclusions.

La première est que ce corpus d'études ne fait que retrouver une vieille théorie, celle du fonds des salaires. Formulée en 1826 par McCulloch et reprise en 1848 par Stuart Mill, elle énonce que :

« It is obviously (...) on the amount of the capital devoted to the payment of wages, in the possession of a country at any given period, that its power of supporting and employing labourers entirely depends (...) [If] population be increased faster than capital, a less share will be apportioned to each individual, and the rate of wages will be reduced. » (John Ramsay McCulloch, [*An Essay on the Circumstances which Determine the Rate of Wages and the Condition of the Working Classes*](#), 1826).

La seconde conclusion sera plus radicale et consistera à suggérer que l'ensemble de ces études constitue un véritable bric-à-brac méthodologique qu'aucune enquête de terrain n'est venue illustrer.

Bibliographie

- Bunel M., Emond C., L'Horty Y. (2012), « [Evaluer les réformes des exonérations générales de cotisations sociales](#) », *Revue de l'OFCE* n°126.
- Cahuc P., Carcillo S. (2012), « [Les conséquences des allègements généraux de cotisations patronales sur les bas salaires](#) », *Revue Française d'Economie*, vol 27, n°2, Octobre.
- COE (2006), *Rapport au premier ministre relatif aux aides publiques*, Conseil d'orientation pour l'emploi.
- COE (2013), *Les aides publiques aux entreprises en faveur de l'emploi : Evaluation d'ensemble*, Conseil d'orientation pour l'emploi.
- Crépon B., Desplat R. (2001), « [Une nouvelle évaluation des effets des allègements de charges sociales](#) », *Economie et statistique* n°348.
- DGT (2012), « [Les allègements de cotisations sociales patronales sur les bas salaires en France de 1993 à 2009](#) », *Trésor-Eco* n°97, Direction Générale du Trésor.
- Dormont B. (1994), « [Quelle est l'influence du coût du travail sur l'emploi ?](#) », *Revue économique*, vol.45, n°3.
- Gafsi I., L'Horty Y., Mihoubi F. (2004b), « [Allègement du coût du travail et emploi peu qualifié : une réévaluation](#) », *document de recherche* n°04-03R, Université d'Evry.
- Heyer E., Plane M. (2012), « [Impact des allègements de cotisations patronales des bas salaires sur l'emploi : l'apport des modèles macroéconomiques](#) », *Revue de l'OFCE* n°126.
- Husson M. (2000a), « [L'épaisseur du trait. A propos d'une décomposition du non-emploi](#) », *Revue de l'Ires* n°34.
- Jamet S. (2005b), « [De l'impact sectoriel à l'effet macro-économique des allègements de cotisations sociales](#) », *Revue française d'économie*, vol.19 n°3.
- Laroque G., Salanié B. (2000b), « [Une décomposition du non-emploi](#) », *Economie et statistique* n°331.
- Sterdyniak H. (2002), « [Une arme miracle contre le chômage ?](#) », *La Revue de l'OFCE* n°81, avril.

Michel HUSSON

Michel.Husson@gmail.com

Etudes et diplômes

Licence Sciences Economiques. Assas, Nanterre (1966-1970).

Diplôme d'Etudes Supérieures de Sciences économiques. Panthéon (1970-1971).

ENSAE (1971-1974) Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique.

Administrateur de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques).

Carrière professionnelle

depuis 1990 chercheur à l'IRES (Institut d'Etudes Economiques et Sociales).

1987-1989 Ministère de l'Industrie. SESSI (Service de Statistiques Industrielles).
Chef du Bureau Analyse Statistique.

1985-1987 INEGI México (Institut National de Statistique).
Responsable d'un modèle de l'économie mexicaine.

1975-1984 Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie.
Travaux de modélisation macroéconomique.

Articles récents

« Wages And Competitiveness: The Need For Coordination », (avec Odile Chagny), *Social Europe Journal*, 10 juin 2013.

« Baisse de régime. Les salaires sur longue période », *La Revue de l'Ires* n°73, 2013.

« La compétitivité française vue de Davos », *Le Monde*, 10 septembre 2013.

« Unemployment, working time and financialisation: the French case », *Cambridge Journal of Economics*, 2013.

Ouvrages récents

Le capitalisme en 10 leçons, La Découverte, 2012.

Un pur capitalisme, Page Deux, 2008.

voir bibliographie complète ici : <http://hussonet.free.fr>

Coût du travail et emploi : une histoires de chiffres

Les baisses de « charges » peuvent-elles conduire à des créations d'emplois ? Des chiffres frappants, validés par des institutions officielles comme l'Insee ou le Centre d'orientation pour l'emploi, sont mobilisés dans un débat public récurrent. La communication aurait comme premier objectif de faire l'histoire de ce débat. On montrera comment les difficultés rencontrées dans la production de ces chiffres sont contournées par des changements de modèles, de méthodes et de bases de données. Il faudra ainsi examiner les rapports incertains qui se nouent, tout au long de la « chaîne de production », entre les modèles théoriques, les stratégies d'estimation et la traduction des résultats en recommandations de politiques. Enfin, ce passage en revue montrera que toutes les études commettent l'une ou l'autre de plusieurs graves erreurs méthodologiques.

Mots clés : emploi, salaires, cotisations sociales, méthodologie, économétrie.

Labour costs and employment: a matter of figures

Do lower social security contributions can lead to job creations? Striking figures (validated by official bodies such as INSEE or the Counselling Centre for Employment) are invoked in this long lasting public debate. The first aim of this communication will be to survey the history of this debate. We will try to show how the difficulties encountered in the production of these figures are circumvented by changes in models, methods and databases. We will then examine the uncertain relations, throughout the 'production chain', between the theoretical models, the estimation strategies and the translation of the econometric results into policy recommendations. Finally, this survey will show that all the studies reviewed commit at least one of several serious methodological errors.

Keywords: employment, wages, social security contributions, methodology, econometrics.